



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Rennes, le 14/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COOPERATIVE EUREDEN

34 rue Ferdinand Buisson
ZAC de Kervidanou 3
29300 Mellac

Références : LT/MN/2026
Code AIOT : 0005516997

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement COOPERATIVE EUREDEN implanté PORT LOUIS 56500 Saint-Allouestre. L'inspection a été annoncée le 21/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du programme d'inspection annuel de l'inspection des installations classées. L'objectif est de vérifier la bonne application des conclusions sur les MTD du BREF FDM entrées en vigueur en décembre 2023 et de vérifier l'exactitude de la description des installations figurant dans le plan de surveillance des émissions de quotas CO2 mis à jour en septembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE EUREDEN
- PORT LOUIS 56500 Saint-Allouestre
- Code AIOT : 0005516997
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site EUREDEN de Saint-Allouestre, autorisé par arrêté préfectoral du 13 octobre 1998 modifié par arrêté complémentaire des 20 octobre 2011 et 29 mars 2019, exploite une unité de fabrication d'aliments pour le bétail (classement 3642) ainsi qu'une unité de stockage de céréales (classement 2160).

En outre, le site est soumis au système d'échange de gaz à effet de serre.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Système de management de la qualité	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5 Titre II	Demande d'action corrective	6 mois
3	Surveillances des rejets dans l'air et respect des VLE	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15.2 Titre III	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plan efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5 Titre II	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Inventaire	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6 Titre II	Sans objet
5	Plan de surveillance des niveaux d'émissions (PDS)	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 4	Sans objet
6	Description de l'installation et des activités du PDS	Règlement européen du 19/12/2018, article 12 paragraphe 1 ANNEXE I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en œuvre des conclusions des MTD du BREF FDM est en cours de mises en œuvre par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management de la qualité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5 Titre II
Thème(s) : Risques chroniques, IED/management environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental.
Constats : Le dossier de réexamen lié à la publication des conclusions MDT du BREF FDM précise le périmètre IED défini par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• unité 1: la tour de fabrication, les stockages, Les compresseurs• unité 2: la tour de fabrication, les stockages• utilités: la chaufferie vapeur. Dans son rapport du 25/08/2021, l'inspection intègre les sécheurs dans le périmètre IED. L'exploitant a indiqué avoir mis en place son système de management environnementale en juin 2024. Il a réaliser une analyse environnementale. Il dispose de procédures qu'il confirme avoir mis à jour suites aux récentes réorganisations. Il prépare sa certification ISO 50 0001 pour 2027. L'inspection a porté sur : <ul style="list-style-type: none">• le schéma simplifié des flux entrants et sortants présentant l'inventaire des rejets. Le schéma est clair et lisible. Il manque les rejets des eaux de purges de la chaudière. Les systèmes de traitement des rejets pourraient utilement être ajoutés ainsi que les flux de déchets associés. A noter que ce schéma ne représente que les flux concernant l'usine de production d'aliments pour animaux. La partie silos et sécheurs n'apparaît pas sur le document présenté alors que l'inspection l'a incluse dans le périmètre IED dans le rapport du 25/08/2021.• l'analyse environnementale identifiant les actions d'amélioration à mettre en œuvre. Il s'agit d'un tableau recensant les différents points d'attention et les actions prévues. Le document a été transmis à l'inspection le lundi 08/12/2025. Il appelle les remarques suivantes :

- Il manque aussi une légende explicitant les niveaux de cotation utilisés pour évaluer les risques.
 - Dans la colonne "Justification", se trouvent à la fois des indicateurs et des moyens de mesures. En cas de présence d'un moyen de mesure, il manque un indicateur pour comprendre comment est évalué le risque. Certaines lignes n'ont ni indicateur, ni moyen de mesure.
 - La colonne "Mesures de prévention" est parfois vide.
 - Aucun délais n'est indiqué pour mener les actions d'amélioration ni atteindre les objectifs environnementaux fixés.
 - Peu d'objectifs environnementaux sont fixés et ceux fixés semblent peu ambitieux. Ainsi les objectifs fixés pour les émissions atmosphériques sont le respect des valeurs réglementaires, ce qui est le minimum à atteindre.
- le plan d'efficacité énergétique a fait l'objet d'un point de contrôle particulier (point XX).
- la procédure d'entretien, d'alerte et d'intervention des filtres à manches des broyeurs et des refroidisseurs a été perdue lors d'une cyberattaque en 2024. Elle n'a pas encore été réécrite. L'exploitant précise que les manches sont changées une fois par an. Le monitoring permet de suivre le colmatage des manches et d'intervenir en cas de besoin. Sur la partie sécher, les manches sont brossées tous les 2 à 3 jours.
- La procédure de préparation et de réponse aux situations d'urgence environnementale a été transmise à l'inspection le lundi 08/12/2025. Elle appelle notamment les remarques suivantes:
 - la procédure reste très générale. Plusieurs risques et situations d'urgence sont mentionnées fuites, incendies et explosions, pollution de l'eau, dégradation de la qualité de l'air, risques liés aux déchets. Seul le risque de déversement accidentel est un peu détaillé à travers un logigramme.
 - la gestion est confiée à une équipe d'urgence composée de "membre clé de l'usine" sans que soit précisé qui, quand et comment cette équipe est constituée ni pour combien de temps.
 - sur le logigramme du déversement accidentel, l'équipe d'urgence sensée gérer l'évènement n'apparaît pas. Il n'est pas non plus prévu de prévenir l'inspection des installations classées. La dangerosité du produit ne semble expertisée qu'en cas de déversement dans les locaux, pas à l'extérieur.

L'exploitant indique que le personnel n'a pas encore été réellement associé à la démarche. Il prévoit de l'associer lors de la revue du SME dans le cadre de l'amélioration continue. La fréquence de revue du SME n'est pas encore clairement arrêtée.

Le SME présenté n'est pas finalisé. Il manque une réelle stratégie environnementale associant l'ensemble des acteurs, et notamment le personnel de l'entreprise. Les objectifs ne sont pas

clairement définis. Les délais de mise en œuvre des actions d'amélioration identifiées ne sont pas arrêtés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son SME et mettre en place une réelle animation autour de sa politique environnementale de manière à associer l'ensemble des acteurs, et notamment le personnel du site. L'ensemble des activités intégrées dans le périmètre IED doit être intégré au SME, y compris les silos et les sécheurs conformément au rapport de l'inspection des installations classées du 25/08/2021 faisant suite à la transmission du dossier de réexamen FDM.

Le SME doit fixer des échéances pour la réalisation des actions et des objectifs fixés. Il doit aussi s'inscrire dans un processus d'amélioration continue et non se limiter au respect des exigences réglementaires notamment en terme de rejets atmosphériques.

L'ensemble des caractéristiques du SME précisées dans la prescription doit être mis en place et appliqué.

Les procédures perdues à cause de la cyberattaque de 2022 doivent être réécrites.

Les procédures doivent être précises et opérationnelles. En particulier, la procédure de préparation et de réponse aux situation d'urgence environnementale doit détailler toutes les actions à mettre en œuvre pour gérer une chaque situation à risque identifiée en précisant bien le rôle de chacun et en intégrant les actions périphériques telles que la communication, la continuité ou non des activités de production, etc...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 6 Titre II

Thème(s) : Risques chroniques, IED/management environnemental

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux.

Constats :

Les consommations d'eau, d'énergie et de matières premières sont suivies par l'exploitant.

Il n'y a pas de rejet aqueux autre que les eaux pluviales, les eaux vannes et sanitaires, et les eaux de purge de la chaudière.

Les rejets atmosphériques sont des rejets de poussières au niveau des broyeurs et des refroidisseurs pour la production d'aliments pour animaux et au niveau des sécheurs pour l'activité céréales.

Le suivi de l'énergie a fait l'objet d'un point de contrôle spécifique (point 4)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillances des rejets dans l'air et respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15.2 Titre III

Thème(s) : Risques chroniques, IED/management environnemental

Prescription contrôlée :

Les émissions dans l'air sont surveillées aux fréquences figurant dans le tableau figurant au présent article et respectent les VLE.

Paramètre : Poussière

Secteur d'activité : Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux

Procédé spécifique		VLE en mg/Nm3	Fréquence de surveillance
Broyage	unités existantes	10	une fois par an
Refroidissement de granulés	toutes	20	une fois par an

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports d'analyses des émissions atmosphériques de 2024 et de 2025. Les analyses ont été réalisées par Bureau Veritas St Herblain, organisme agréé pour les mesures des rejets atmosphériques des poussières et et accrédité COFRAC.

Dans les rapports, l'organisme de contrôle précise que les analyses de poussières ne sont pas couvertes par leur agrément et leur accréditation COFRAC pour les 3 broyeurs et les 6 lignes de refroidisseurs en raison de l'environnement au point de mesure qui ne permet pas de respecter les normes de références.

L'exploitant n'avait pas remarqué ce point. Il fait part de sa surprise car les points de prélèvements ont été réalisés selon les indications de l'organisme de contrôle.

A noter que l'organisme de contrôle indique par erreur une VLE à 20 mg/Nm3 au niveau des broyeurs alors que la réglementation fixe une VLE de 10 mg/Nm3 au niveau de ces appareils.

Les résultats d'analyse montre que l'ensemble des résultats est conforme aux VLE réglementaires. A noter, la variabilité des résultats, par exemple sur le broyeur 1 qui présente une valeur de 9,7 mg/Nm3 proche de la VLE en 2022 et une valeur de 0 mg/Nm3 en 2025.

Interrogé, l'exploitant indique que les résultats dépendent de l'intégrité et de l'efficacité des filtres à manches. Comme vu au point de contrôle n°1, l'exploitant ne dispose plus de procédure écrite de suivi et d'entretien des filtres à manches.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit se rapprocher de son organisme de contrôle et s'assurer de réunir les conditions nécessaires pour que les prélèvements et analyses des poussières puissent être réalisées selon les normes en vigueur et ainsi couvertes par l'agrément et l'accréditation de l'organisme de contrôle.</p> <p>L'exploitant doit rédiger une nouvelle procédure de suivi et d'entretien des filtres à manches permettant de s'assurer du respect de la VLE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5 Titre II
Thème(s) : Risques chroniques, IED/management environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le SME intègre également un plan d'efficacité énergétique (un plan d'efficacité énergétique consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité, à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que son plan d'efficacité énergétique n'était pas encore finalisé. Il précise qu'un audit énergétique a été réalisé en 2020. Cet audit a mis en évidence plusieurs actions d'amélioration qui ont été intégrées au SME. Un certain nombre d'actions a déjà été réalisées. D'autres sont en cours ou prévues. L'absence de date de planification ne permet pas d'avoir une vision précise de la programmation des actions.</p> <p>Depuis juillet 2025, un logiciel lui permet de suivre précisément la consommation d'électricité de chacun des équipements de son process. Encore en cours d'appropriation, ce logiciel a permis d'identifier des anomalies au niveau de plusieurs appareils (ex : mélangeuse 1). Un plan d'actions pour résorber ces anomalies est en cours d'élaboration.</p> <p>A noter, ce logiciel ne permet pas de suivre les équipements fonctionnant au gaz naturel.</p> <p>L'exploitant signale qu'un nouvel audit énergétique a été réalisé très récemment. Il attend le rapport d'audit.</p> <p>Il rappelle son objectif de certification ISO 50 001 pour 2027.</p> <p>Les différents éléments présentés ne constituent pas un plan d'efficacité énergétique tel que défini par la réglementation. Il s'agit plutôt de diagnostics et de plans d'actions pour résorber les anomalies détectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser un bilan énergétique conforme aux attentes réglementaires. Outre le diagnostic et les actions visant à résorber les anomalies, il doit identifier ses indicateurs de</p>

performance et mettre en place des dispositifs nécessaires pour les suivre, définir des objectifs d'amélioration et les actions permettant de les atteindre, et établir un calendrier prévisionnel de réalisation de manière à suivre l'avancement de ses actions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Plan de surveillance des niveaux d'émissions (PDS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Système d'échange de quotas d'émission
Prescription contrôlée : L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance, approuvé par l'autorité compétente, conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 susvisé. [règlement d'exécution (UE) 2018/2066 de la Commission du 19 décembre 2018 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement (UE) n° 601/2012 de la Commission]
Constats : L'exploitant dispose bien d'un plan de surveillance des émissions du 28/11/2022. Une mise à jour a été transmise le 24/09/2025 afin d'intégrer le nouveau modèle et de prendre en compte les remarques formulées par le vérificateur dans son dernier rapport. Une nouvelle version a été déposée le 10/11/2025 afin de tenir compte des remarques de l'inspection. Cette nouvelle version n'appelle plus de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Description de l'installation et des activités du PDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 12 paragraphe 1 ANNEXE I
Thème(s) : Risques chroniques, Système d'échange de quotas d'émission
Prescription contrôlée : Contenu et présentation du plan de surveillance 1. Chaque exploitant ou exploitant d'aéronef soumet un plan de surveillance à l'approbation de l'autorité compétente. Le plan de surveillance décrit de façon détaillée, exhaustive et transparente la méthode de surveillance appliquée par une installation spécifique ou par un exploitant d'aéronef donné, et contient au moins les éléments indiqués à l'annexe I. ANNEXE I : Contenu minimal du plan de surveillance (Article 12, paragraphe 1) 1. CONTENU MINIMAL DU PLAN DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

Le plan de surveillance d'une installation contient au moins les informations ci-après:

(1) des informations générales concernant l'installation:

(a) une description de l'installation et des activités devant faire l'objet d'une surveillance qui sont réalisées dans cette installation, comprenant une liste des sources d'émission et des flux à surveiller pour chaque activité réalisée dans l'installation, conformément aux critères suivants:

i) cette description doit suffire à démontrer l'absence de double comptabilisation des émissions et de toute lacune dans les données;

ii) elle doit être accompagnée d'un diagramme simple indiquant les sources d'émission, les flux, les points d'échantillonnage et les équipements de mesure si l'autorité compétente le demande ou si cela simplifie la description de l'installation ou la localisation des sources d'émission, des flux, des équipements de mesure et de toute autre partie de l'installation pertinente pour la méthode de surveillance, notamment pour les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle;

Constats :

L'inspection a permis de contrôler l'exactitude de la description figurant dans le nouveau PDS (du 10/11/2025).

Parmi les modifications apportées entre le PDS de 2022 et le PDS de 2025, la chaudière de secours de 3.1MW fonctionnant au gaz naturel a été supprimée. L'exploitant indique que cette modification date en réalité de 2017.

Selon le PDS du 10/11/2025, l'installation utilise :

- une chaudière principale de 2,71 MW (puissance utile) fonctionnant au gaz naturel pour la production de vapeur ;
- un séchoirs à céréales de 7,197 MW fonctionnant au gaz naturel ;
- un séchoirs à céréales de 6,386 MW fonctionnant au gaz naturel ;
- trois groupes électrogènes de 3,1 MW fonctionnant au fioul domestique ;
- un groupes électrogène de 2,3 MW fonctionnant au fioul domestique.

Soit une puissance totale des appareils de plus de 3MW de 22,883MW. L'installation relève donc du SEQE comme installation de combustion de plus de 20MW. La puissance totale de l'installation est de 27,893 MW.

Afin de quantifier les émissions, l'exploitant suit les consommations de combustibles au moyen de :

- deux compteurs gaz gérés par le fournisseur (un pour les sécheurs et un pour la chaudière)
- deux jauges pour les deux cuves de fioul domestique (pour les autres groupes électrogènes).

L'inspection a permis de visualiser :

- les 7 appareils de combustion. La chaudière de secours qui apparaissait dans le PDS de 2022 a bien été supprimée. La puissance utile de la chaudière principale est bien de 2,71 MW (2,853 MW dans le PDS de 2022).
- l'affichage du suivi des deux jauges de fioul domestique a également été visualisé (ex : 28 858l et 47 243l de creux dans la cuve 2 le jour le jour de la visite soit une capacité totale de 47 243l).

L'exploitant indique également avoir commandé une étude pour éventuellement sortir du SEQE suite au bridage de l'un de ses groupes électrogènes à moins de 3MW afin que la somme des puissances des appareils de plus de 3MW passe sous le seuil des 20MW.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le jour de l'inspection, la description de l'installation figurant dans le PDS est conforme à la réalité.

Néanmoins, cela ne semble pas avoir été le cas entre 2017 et 2025 concernant la chaudière de secours par exemple.

Pour rappel, toute modification des appareils de combustion pouvant avoir un impact sur le niveau d'émission (ajout ou suppression d'appareils, modification de puissance, modification de combustible...) doit faire l'objet d'une information de l'autorité compétente.

Les modifications importantes imposent une mise à jour du plan de surveillance de surveillance (cf article 15 du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 de la Commission du 19 décembre 2018 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre).

Type de suites proposées : Sans suite